



LA « RÉFORME » DU COLLÈGE ; CREUSEMENT DES INÉGALITÉS ET ATTAQUES CONTRE NOS CONDITIONS DE TRAVAIL !

PAR LA LUTTE FAISONS RECULER LE GOUVERNEMENT !

Hollande et ses ministres ont pris en traître le monde de l'éducation. Avant les élections de 2012, il avait promis de rétablir les postes supprimés sous Sarkozy (ce qui ne suffirait même pas à compenser l'augmentation des effectifs d'élèves). Au bout de trois rentrées sur cinq, les créations de poste se font toujours attendre. Derrière la promesse non tenue, le gouvernement de « gauche » accélère la déstructuration de l'Éducation nationale engagée par la droite. Ce projet de casse méthodique de l'éducation nationale passe désormais par la « réforme » des collèges. Elle s'attaque aux savoirs enseignés et vise à imposer une « autonomie » des établissements contre le cadre national. Tout cela allant de pair avec la réduction générale – austérité – des moyens alloués à l'éducation. A la montée d'une très large opposition dans le pays, la ministre Vallaud-Belkacem répond par la tentative de passage en force et par le mépris, allant jusqu'à traiter ses contradicteurs de « pseudo-intellectuels ». Quelle idée lamentable elle se fait des acteurs de l'éducation nationale !

Les forces existent pour faire reculer le gouvernement et gagner le retrait des projets de décrets !



Une marche inacceptable vers « l'autonomie » des établissements !

Ne laissons pas d'ambiguïté sur la conception gouvernementale de « l'autonomie » des établissements (de la maternelle à l'université en passant par le collège)! Il ne s'agit en rien de stimuler l'initiative des équipes pédagogiques locales – de plus en plus limitées au fil des réformes – mais, au contraire, de briser la cohésion nationale sur laquelle elles s'appuient et se défendent contre la remise en cause de leurs conditions d'enseignement. Il s'agit de soumettre notamment les collèges à l'arbitraire de chefs d'établissement transformés en « managers », à l'austérité transférée au niveau des départements (en charge techniquement déjà des collèges), aux pressions du monde patronal.

La réforme prévoit d'abord d'éclater le cadre national des horaires en donnant aux établissements le pouvoir de moduler la répartition des heures par discipline et par année. Très concrètement, tout en conservant le volume global d'heures, l'établissement pourra décider de mettre davantage d'heures de maths en 5^e et 4^e et peu en 3^e. La répartition des heures sera votée par le Conseil d'Administration dans lequel le chef d'établissement a une voix de plus en plus prépondérante.

Le chef d'établissement disposera ainsi d'un nouvel outil de « management ». Il pourra, çà et là, ajouter ou retirer des heures selon sa volonté et la plus ou moins bonne « disposition » des

enseignants. Les fluctuations annuelles des horaires sont également de nature à généraliser le recrutement de contractuels précarisés. La soi-disant « autonomie » se confirme être un moyen de remettre en cause le statut d'enseignant, ses garanties en matière sociale mais aussi en termes de liberté pédagogique dans le cadre national.

Avec la modulation des horaires suivant les classes, il sera désormais encore plus simple de faire un collège à plusieurs vitesses, d'aggraver son rôle de « gare de triage » dans l'orientation, excluant de plus en plus de jeunes, les renvoyant vers des filières poubelles, notamment vers des filières professionnelles laissées sans les moyens de se revaloriser. La « réforme » de Vallaud-Belkacem va en sens contraire de la réforme nécessaire du collège.

Les Enseignements Pratiques Interdisciplinaires (EPI) : appauvrissement et réorientation idéologique des enseignements

La « réforme » prévoit d'instaurer de 3 à 4 heures par semaine d'« Enseignements Pratiques Interdisciplinaires ». Cette innovation se fait au détriment des heures d'enseignement des disciplines, jugées par la ministre et ses idéologues « contre-productives » et « ennuyeuses ». Derrière ce discours se cache une volonté de réorienter les programmes enseignés, comme cela a déjà été fait au lycée à la suite de la « réforme » Châtel. **Adieu aux savoirs rigoureux permettant la construction intellectuelle des élèves ! Bonjour aux thématiques fumeuses dans l'air du temps !**

Parmi les huit thèmes définis par le ministère, nous trouvons « Développement durable », « Corps, santé et sécurité », « Information, communication, citoyenneté » ou encore « Monde économique et professionnel ».

Selon les cas, la porte est ouverte au n'importe-quoi ou à la propagande patronale ! Pour nous, l'objectif de l'école doit rester la construction intellectuelle et critique de la jeunesse.

Vos luttes ont besoin du Parti communiste français ! Pour en savoir plus : vivelepcf.fr

Dans le contexte général de la baisse des moyens, les langues sont les premières sacrifiées

Réduire les enseignements fondamentaux comme le français, les mathématiques ou la géographie est socialement irresponsable. La « réforme » Vallaud-Belkacem comprend également une nouvelle refonte des programmes qui suscite des inquiétudes justifiées. L'enseignement de l'histoire s'éloigne de l'acquisition d'un socle commun de connaissances sur l'Histoire de la France et du Monde pour répondre à des contingences étroitement idéologiques.

L'enseignement des langues anciennes sera désormais circonscrit aux EPI, si encore des heures y sont allouées par le collège, ce qui sera l'exception, vu l'insuffisance générale de la dotation horaire. La restriction de l'enseignement du latin menace la maîtrise et le rayonnement du français : nous partageons cette grave inquiétude largement exprimée. En raison des nouvelles modalités de gestion des heures (au niveau de l'établissement), la réforme porte en elle une restriction de la diversité des langues vivantes enseignées, sans que l'apprentissage de l'anglais et de l'espagnol n'en soit amélioré.

Gagner le retrait des projets de décret : le rapport de force existe !

La réforme des collèges voulue par Najat Vallaud-Belkacem a pour objectif de poursuivre la destruction programmée de l'Education nationale. La très grande majorité des travailleurs de l'éducation nationale, ainsi qu'un large front syndical (représentant 80% du personnel), s'opposent à cette réforme. Les conditions sont donc réunies pour lancer un large mouvement de lutte permettant de mettre en échec le gouvernement.

La grève doit dissiper les enfumages du gouvernement et de la droite !

La force de la contestation du monde de l'éducation contraint le système à pousser l'intox dans les médias. Le gouvernement, sous couvert « d'autonomie » et « d'interdisciplinarité » est en train de porter une attaque sans précédent contre le collège. Mais dans l'enfumage, la droite n'est pas en reste !

Au contraire, elle joue parfaitement son rôle de contrepoint réactionnaire pour mieux aider le gouvernement à cacher les menaces principales. En réalité, les décrets « Vallaud-Belkacem » (PS) suivent exactement la même logique que la loi Chatel (UMP) de 2012 contre le lycée : « autonomisation », réduction des enseignements au nom de l'institution « d'enseignements d'exploration », attaque contre les programmes d'histoire ou de SES... Sarkozy et ses amis sont les plus mal placés pour déclamer leur amour du latin ou de la littérature.

Enfin, récupérateur attrape-tout, le FN de Marine-Philippot, est prêt à reprendre et déformer certaines revendications enseignantes pour mieux cacher son programme de casse du collège unique et de l'enseignement général pour tous. Droite et « gauche » font aussi subir la même pénurie de moyens à l'école, contexte aggravant de toutes leurs « réformes ».

La force de la grève commence à lever cet enfumage dans l'opinion publique. Vallaud-Belkacem et Valls jouent le fait accompli, méprisant les enseignants. La droite joue l'enfumage pour laisser le champ libre au gouvernement !

Communistes, enseignants, parents d'élève ou simples citoyens, nous portons cette lutte et demandons notamment:

- Le retrait immédiat des projets de décret portant la « réforme » des collèges et l'ouverture d'un large débat public sur l'avenir des collèges.
- L'augmentation des moyens alloués à l'éducation nationale : « L'argent pour l'école, pas pour la guerre » !
- Le recrutement, sur concours, de nouveaux enseignants et personnels fonctionnaires, au minimum des 60.000 postes promis par Hollande en 2012 d'ici 2017.
- Le maintien et le renforcement du cadrage national de l'enseignement secondaire.
- Le maintien des moyens consacrés aux enseignements disciplinaires fondamentaux.
- La sauvegarde d'une offre diversifiée d'enseignement des langues vivantes et anciennes dans tous les collèges.
- L'établissement d'une carte scolaire contraignante permettant la mixité et la cohésion sociales.
- L'intégration de l'enseignement privé à cette sectorisation et l'interdiction de toute subvention publique extra-conventionnelle à leur profit.

Faisons de cette journée du 19 mai la première étape de la riposte au gouvernement ! Exigeons le retrait de la réforme ! Exigeons des moyens pour enseigner !

Organisez votre colère, faites le choix de la lutte : adhérez !

Nom : Prénom :

Adresse :

Téléphone : Mail :

